



## L'humain avant tout

**Trevor Manuel**, le ministre des Finances d'Afrique du Sud qui détient le record de longévité dans ces fonctions, réfléchit à la décennie perdue par le pays et au financement de la riposte de l'Afrique à la COVID-19

**LORSQUE LE RÉGIME DE L'APARTHEID** a cédé le pouvoir après les premières élections démocratiques de l'Afrique du Sud en 1994, l'économie était en ruine et profondément inégalitaire, tandis que le coût du service de la dette en pourcentage du PIB était paralysant. Trevor Manuel, un vétéran de la lutte contre l'apartheid nommé ministre des Finances, a pris une décision difficile. Il a repensé la procédure budgétaire et fixé un ambitieux objectif de réduction du déficit. En 2006, la croissance de l'économie

était à son plus haut niveau depuis plus de vingt ans, et le déficit budgétaire était quasiment nul — des résultats que peu pensaient possibles. « Exercer de hautes responsabilités, déclare Trevor Manuel, c'est ne pas avoir peur de prendre position sur certaines questions quand on a de solides arguments. » Ce credo l'a guidé tout au long de sa carrière. Critiquant sans ménagements « l'ordre ancien », il a imposé la voix et la représentation des pays émergents et des pays en développement dans l'agenda international, aussi bien à la présidence du Comité du développement de la Banque mondiale qu'à la direction du Comité sur la réforme de la gouvernance au FMI.

Il continue de plaider pour des chances égales pour tous en tant qu'envoyé spécial de l'Union africaine pour la riposte de l'Afrique à la COVID-19, après avoir été ministre pendant vingt ans sous les quatre premiers présidents de l'Afrique du Sud démocratique. Dans son entretien avec Analisa Bala, de *F&D*, Trevor Manuel évoque les luttes de l'Afrique du Sud et les ressources nécessaires pour surmonter la pandémie en Afrique.

**F&D :** Lorsque vous étiez ministre des Finances, vous avez conduit de difficiles réformes budgétaires et avez finalement supervisé la plus longue phase de croissance économique qu'ait connue l'Afrique du Sud. Quels conseils donneriez-vous aux pays qui doivent faire des choix difficiles ?

**TM :** La Constitution prévoit que les membres du gouvernement rendent compte collectivement et individuellement de leur action au parlement. Le budget représente cette responsabilité collective ; c'était donc mon travail, en tant que ministre des Finances, de convaincre le gouvernement que nous devons réduire le ratio dette/PIB. Nous avons créé des comités techniques au Trésor qui invitaient les autres ministères à expliquer leurs besoins en matière de dépenses et avons introduit un cadre de dépenses à moyen terme pour une meilleure planification. Des mois en amont de la présentation du budget, nous inscrivions au programme une déclaration de politique budgétaire devant le parlement afin de fixer le montant de l'enveloppe des dépenses, conformément aux priorités du gouvernement. D'une certaine façon, le budget était conçu pour nous contraindre à ne pas vivre au-dessus de nos moyens — là était notre force. Nous avons pu nous entendre sur la manière de gérer le pays parce que les gens voulaient réaliser la démocratie.

Cette attitude n'existe plus. La décennie sous Jacob Zuma n'a pas été seulement « perdue » au sens que nous n'avons rien fait ; en réalité, nous avons régressé. Le président a tenté de démanteler le Trésor, jugé trop puissant. Ces attaques ont donné les résultats que nous connaissons : la capacité de collecte des impôts a diminué, et la corruption a détruit notre efficacité allocative globale.

Sans doute est-ce le même parti qui est au pouvoir, mais le pays est aujourd'hui très différent.

**F&D : Lorsque l'Afrique du Sud est sortie de l'isolement international, c'était un des pays émergents les plus prometteurs du monde, mais, ces dernières années, elle a fait moins bien que ses pairs. Qu'est-ce qui la freine ?**

**TM :** Les fonctionnaires représentent probablement 60 % des membres de la fédération syndicale, le COSATU. Si vous comparez le barème des traitements des fonctionnaires sud-africains à ceux des autres pays émergents aux PPA [parités de pouvoir d'achat] moyennes, ils s'en sortent plutôt bien. Mais ces fortes rémunérations réduisent les ressources publiques disponibles.

De nombreuses personnes qui travaillaient au Trésor quand j'étais ministre n'étaient pas là pour leur rémunération exceptionnelle. Il y avait un esprit de corps qui les poussait à se montrer à la hauteur — c'est ainsi qu'on fait bouger les choses. Lorsqu'on assume ensemble la responsabilité et qu'on parvient à s'entendre sur un programme qui n'est pas motivé par l'idéologie, on a des institutions qui peuvent survivre aux ministres. La pureté idéologique est le plus gros frein à la transformation en Afrique du Sud.

**F&D : Le pays est depuis longtemps aux prises avec les inégalités. Que pourrait-on faire autrement ?**

**TM :** Il est primordial d'offrir un filet de sécurité sociale — celui de l'Afrique du Sud est rompu — et cela implique de réexaminer constamment ce qui constitue un « salaire social ». Il n'est pas seulement question des indemnités de chômage. Il s'agit de savoir si votre système de protection sociale fonctionne pour les individus qui en ont le plus besoin. Il s'agit de la qualité de l'éducation et des soins de santé, et de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à la collecte des ordures ménagères.

Un élève du secondaire vivant dans le bidonville de Kosovo a obtenu son diplôme l'an dernier avec 19,8 en mathématiques et 20 en physique. Ce bidonville détient le record national des homicides, les balles sifflaient devant sa cabane tous les soirs pendant qu'il faisait ses devoirs. On ne peut pas changer les problèmes d'inégalités sans changer l'environnement dans lequel vivent ces élèves. Le capital social est difficile à définir, mais on le voit dans la confiance qu'ont les jeunes au sortir d'un système éducatif performant — il leur donne les moyens de faire toutes sortes de choses.

**F&D : Vous estimez qu'il manquera environ 100 milliards de dollars chaque année dans les trois prochaines années pour la riposte de l'Afrique à la pandémie. Comment les pays couvrent-ils ce déficit ?**

**TM :** En tant qu'envoyés, nous étions chargés de trouver une solution pour ce qui demeure un risque majeur

— l'augmentation du coût du service de la dette. Le point de départ évident était le FMI et le G20. C'est ainsi qu'est née l'initiative de suspension du service de la dette. Sur les plus de 12 milliards de dollars qu'il fallait différer, seulement 5 milliards environ ont été débloqués. C'est une goutte d'eau dans la mer.

Lorsque Lehman Brothers s'est effondrée, le G20 s'est réuni pour la première fois au niveau des chefs d'État en octobre 2008. En avril 2009, une proposition d'attribution de DTS [droits de tirage spéciaux] a été acceptée. Aujourd'hui, le monde a besoin d'une mobilisation comparable. Nous avons besoin d'une nouvelle attribution de DTS et d'une discussion sur les moyens de déployer les DTS inutilisés pour accroître la liquidité pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire qui sont en difficulté.

**F&D : Quand on pense à ce qui a été fait pour alléger la dette jusqu'ici, que faut-il garder à l'esprit aujourd'hui à votre avis ?**

**TM :** À un moment ou un autre, il faudra discuter de la réduction de la dette, un peu dans l'esprit de l'initiative conjointe du FMI et de la Banque mondiale de 1996 en matière d'allègement de la dette. Si l'on fait abstraction du débat sur la viabilité des conditions qui ont été fixées, il est clair que plusieurs pays en ont bénéficié. La différence par rapport à 1996, c'est qu'aujourd'hui, les pays en développement qui ont accès aux marchés de capitaux sont bien plus nombreux. Certains d'entre eux ont désespérément besoin d'un allègement de la dette, mais ils ont peur, s'ils en font la demande, que leur note de crédit soit abaissée — c'est un cercle vicieux.

**F&D : Vous avez grandi dans une ville où la ségrégation était la règle, du mauvais côté de la voie ferrée — une réalité qui allait influencer votre carrière dans le mouvement de résistance du Cap et vous conduire en prison. Comment avez-vous tenu bon pendant la lutte, et comment avez-vous gardé les pieds sur terre lorsque vous êtes entré au gouvernement ?**

**TM :** Je ne me suis jamais laissé dominer par les circonstances. Ma mère a toujours été là quand il m'arrivait quelque chose d'important. J'ai dit à son enterrement l'an dernier qu'à chaque fois que je présentais le budget, je cherchais son regard dans le public. Le plus important pour moi, c'était qu'elle comprenne ce que je disais. Je peux tenir un langage d'économiste, mais quel intérêt cela a-t-il si les personnes dont la vie est affectée ne comprennent pas ce que cela implique pour eux ? C'est ce qui compte dans la vie — les gens. On ne peut pas les décevoir. **FD**

*Cet entretien a été modifié pour des raisons de longueur et de clarté.*